



UNION EUROPEENNE

Délégation de l'Union européenne
en République libanaise

Beyrouth, le 5 juillet 2011

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une Politique Européenne de Voisinage nouvelle et ambitieuse

La Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban, l'Ambassadeur Angelina Eichhorst, a tenu aujourd'hui une conférence de presse pour présenter la nouvelle Politique Européenne de Voisinage (PEV) de l'Union européenne (UE).

Après une révision complète de la PEV lancée en 2004, l'UE a annoncé de nouvelles orientations qui confirment l'engagement de l'UE à l'égard de ses voisins. En réponse aux défis et opportunités soulevés par les mutations dans le monde arabe, l'UE apportera un soutien tout particulier aux partenaires engagés dans la construction d'une démocratie solide, renforcera son appui à la société civile comme acteur du changement, et intensifiera la coopération en matière de réduction des inégalités sociales.

"Le Partenariat avec l'UE reflétera les besoins de chacun de ses voisins, ses capacités et ses objectifs en termes de réformes", a expliqué l'Ambassadeur Eichhorst. Des financements supplémentaires pouvant aller jusqu'à 1,24 milliard d'euros pour tout le voisinage s'ajouteront à cet effet aux 5,7 milliards d'euros déjà prévus pour la période 2011-2013, afin de soutenir, à leur rythme, les pays partenaires dans les réformes politiques et économiques qu'ils veulent entreprendre. Mme Eichhorst a indiqué que "l'augmentation du soutien de l'UE dépendra des progrès accomplis dans l'établissement et la consolidation de la démocratie et de l'État de droit. Elle sera d'autant plus importante que les réformes progresseront efficacement et rapidement."

Le premier objectif de cette nouvelle politique est de soutenir les progrès sur la voie d'une "démocratie solide". *"Notre soutien au Liban en la matière n'est pas nouveau. En ce sens, nous continuerons de travailler avec tous les acteurs concernés en faveur de l'indépendance de la justice, ainsi que des réformes électorale, pénitentiaire et administrative", a souligné Mme Eichhorst.*

Pour agir en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, la nouvelle PEV prévoit également un soutien renforcé à la société civile. L'Union européenne a déjà établi des liens solides avec la société civile libanaise, qui témoigne d'un dynamisme particulier : 15 millions d'euros sont actuellement déboursés à 27 organisations non gouvernementales. La création d'une Facilité de soutien à la société civile et d'un Fonds européen pour la démocratie permettra d'approfondir le partenariat de l'UE avec la société civile.

Enfin, l'UE entend favoriser dans son voisinage un développement économique durable et inclusif. *"C'est déjà le sens de notre action en faveur d'un développement économique qui profite à tous les Libanais", a souligné l'Ambassadeur de l'UE. Le soutien aux incubateurs d'entreprises, mais aussi le financement de crédits permettant la création d'emplois en zones rurales, ainsi que l'appui à la décentralisation en partenariat avec les municipalités, en sont des illustrations. Cependant, un certain nombre de réformes économiques et sociales sont aujourd'hui indispensables pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale du Liban.*

Pour plus d'informations:

- Communication sur "Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation" (25 mai 2011) :
http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com_11_303_fr.pdf

- Rapport sur la mise en œuvre de la PEV au Liban en 2010 :
http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2011/sec_11_637_en.pdf